



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-NEUVIÈME LÉGISLATURE

## **Procès-verbal**

de l'Assemblée

Le jeudi 23 février 2012 — N° 81

**Président de l'Assemblée nationale :**  
**M. Jacques Chagnon**

---

**QUÉBEC**



La séance est ouverte à 9 h 45.

\_\_\_\_\_

### **AFFAIRES COURANTES**

#### **Déclarations de députés**

Mme Gaudreault (Hull) fait une déclaration afin de souhaiter bonne chance à M. Philippe Falardeau lors des Oscars.

\_\_\_\_\_

M. Pelletier (Rimouski) fait une déclaration afin de souligner le 30<sup>e</sup> anniversaire de Formation Clef Mitis/Neigette.

\_\_\_\_\_

M. Morin (Montmagny-L'Islet) fait une déclaration afin de féliciter le Garage Minville pour ses performances économiques.

\_\_\_\_\_

M. Kotto (Bourget) fait une déclaration afin de féliciter Mme Marie Chouinard qui a reçu à Paris le grade de chevalier de l'Ordre des Arts et des Lettres.

\_\_\_\_\_

M. Khadir (Mercier) fait une déclaration concernant le nucléaire au Québec.

\_\_\_\_\_

**23 février 2012**

---

M. Gendron (Abitibi-Ouest) fait une déclaration afin de rendre hommage à la professeure Annie Desrochers et à Émilie Tarroux de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue pour leur percée scientifique.

\_\_\_\_\_

M. Gaudreault (Jonquière) fait une déclaration afin de féliciter La Voie maltée de Jonquière.

\_\_\_\_\_

À 9 h 54, Mme Houda-Pepin, première vice-présidente, suspend les travaux pour quelques instants.

\_\_\_\_\_

Les travaux reprennent à 10 h 13.

\_\_\_\_\_

Moment de recueillement

### **Présentation de projets de loi**

M. Bolduc, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 55 Loi concernant la reconnaissance professionnelle des  
technologues en électrophysiologie médicale

La motion est adoptée.

En conséquence, l'Assemblée est saisie du projet de loi n° 55.

23 février 2012

---

### Dépôts de documents

M. Dutil, ministre de la Sécurité publique, dépose :

La reconduction de l'entente concernant le financement des coûts des analyses biologiques.

(Dépôt n° 1033-20120223)

---

M. Bolduc, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose :

Le rapport d'appréciation de la performance du système de santé et des services sociaux 2011 du Commissaire à la santé et au bien-être, comprenant les volumes suivants:

Pour une vision à long terme en périnatalité et en petite enfance : enjeux et recommandations;

(Dépôt n° 1034-20120223)

Rapport sur les résultats de la consultation portant sur les soins et services en périnatalité et en petite enfance;

(Dépôt n° 1035-20120223)

État de situation : portrait de la périnatalité et de la petite enfance au Québec;

(Dépôt n° 1036-20120223)

L'appréciation globale et intégrée de la performance : analyse des indicateurs de monitoring.

(Dépôt n° 1037-20120223)

---

Mme Boulet, ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, dépose :

Le rapport annuel de gestion du Comité Entraide – secteurs public et parapublic, incluant les états financiers pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2011.

(Dépôt n° 1038-20120223)

23 février 2012

---

### Dépôts de rapports de commissions

M. Drainville (Marie-Victorin), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 8 décembre 2011, a procédé à l'audition de M. Pierre Marc Johnson, négociateur en chef pour le Québec dans le cadre des négociations concernant l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne. La commission s'est également réunie en séance de travail les 2 novembre, 8 décembre 2011 et 21 février 2012 relativement à ce mandat;

(Dépôt n° 1039-20120223)

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 21 et 22 février 2012, a procédé à des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières à l'égard du projet de loi n° 29, Loi instituant le Fonds Accès Justice.

(Dépôt n° 1040-20120223)

### Dépôts de pétitions

Mme Champagne (Champlain) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 144 citoyens et citoyennes du Québec, concernant la lutte contre l'intimidation à l'école.

(Dépôt n° 1041-20120223)

\_\_\_\_\_

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement,  
Mme Doyer (Matapédia) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 228 citoyens et citoyennes du Québec, concernant les services pour les personnes handicapées de 21 ans et plus.

(Dépôt n° 1042-20120223)

**23 février 2012**

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Gauvreau (Groulx) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 4 659 citoyens et citoyennes du Québec, concernant l'aménagement d'une gare de trains de banlieue dans le secteur du faubourg de Boisbriand.

(Dépôt n° 1043-20120223)

### **Questions et réponses orales**

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Simard (Kamouraska-Témiscouata) dépose :

Copies d'échange de courriels concernant le dossier de l'aérodrome de Neuville.

(Dépôt n° 1044-20120223)

### **Motions sans préavis**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Relations internationales, conjointement avec M. Simard (Richelieu), M. Curzi (Borduas), Mme Lapointe (Crémazie), M. Charette (Deux-Montagnes), M. Khadir (Mercier), M. Aussant (Nicolet-Yamaska) et Mme Beaudoin (Rosemont), propose :

QUE l'Assemblée nationale du Québec souligne le 50<sup>e</sup> anniversaire de la Délégation générale du Québec à Londres, acteur majeur des relations historiques et mutuellement bénéfiques qu'entretiennent le Québec et le Royaume-Uni, premier partenaire économique du Québec en Europe;

**23 février 2012**

---

QUE les membres de l'Assemblée nationale du Québec expriment leur volonté d'approfondir encore davantage les liens tissés avec ce partenaire international de première importance pour le Québec, en particulier en cette année où se tiendront à Londres les Jeux olympiques d'été.

Du consentement de l'Assemblée, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

\_\_\_\_\_

Mme Lapointe (Crémazie), conjointement avec M. Curzi (Borduas), M. Khadir (Mercier), M. Aussant (Nicolet-Yamaska) et Mme Beaudoin (Rosemont), présente une motion concernant l'amiante chrysotile; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

\_\_\_\_\_

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 84.1 et conformément à l'article 146 du Règlement, M. Fournier, leader du gouvernement, propose :

QUE la Commission des finances publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi n° 58, Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement et d'autres dispositions législatives, procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques jeudi le 1<sup>er</sup> mars 2012 et qu'à cette fin elle entende les organismes suivants :

Regroupement des associations de cadres en matière d'assurance et de retraite  
Coalition de l'encadrement en matière de retraite et d'assurance  
Association des procureurs aux poursuites criminelles et pénales  
Association québécoise des retraités des secteurs public et parapublic

QU'une période de 15 minutes soit prévue pour les remarques préliminaires partagée également entre le groupe parlementaire formant le gouvernement et les députés de l'opposition;

**23 février 2012**

---

QUE la durée maximale de l'exposé de chaque organisme soit de 15 minutes et l'échange avec les membres de la commission soit d'une durée maximale de 45 minutes partagées également entre le groupe parlementaire formant le gouvernement et les députés de l'opposition;

QU'une période de 15 minutes soit prévue pour les remarques finales partagée également entre le groupe parlementaire formant le gouvernement et les députés de l'opposition;

QUE la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Fournier, leader du gouvernement, convoque :

- la Commission de l'aménagement du territoire, afin d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi n° 34, Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires;
- la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 27, Loi sur la Société du Plan Nord, et du projet de loi n° 14, Loi sur la mise en valeur des ressources minérales dans le respect des principes du développement durable;
- la Commission des finances publiques, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi n° 54, Loi concernant les paramètres sectoriels de certaines mesures fiscales;

Et du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, il convoque :

**23 février 2012**

---

- la Commission des institutions, afin d'entreprendre des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières à l'égard du projet de loi n° 46, Loi concernant les enquêtes policières indépendantes.

---

Mme Houda-Pepin, première vice-présidente, donne l'avis suivant :

- la Commission de la santé et des services sociaux se réunira en séance de travail afin de statuer sur la possibilité pour la commission de se saisir de pétitions.

---

### **AFFAIRES DU JOUR**

À 11 h 31, à la demande de M. Fournier, leader du gouvernement, Mme Houda-Pepin, première vice-présidente, suspend les travaux quelques instants.

---

Les travaux reprennent à 11 h 41.

---

À 11 h 43, à la demande de M. Fournier, leader du gouvernement, et du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 20 du Règlement, Mme Houda-Pepin, première vice-présidente, suspend les travaux jusqu'à 13 heures.

---

Les travaux reprennent à 13 heures.

**23 février 2012**

---

**Débats de fin de séance**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 309 du Règlement, l'Assemblée tient deux débats de fin de séance :

- le premier, sur une question adressée par Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) à Mme Vien, ministre déléguée aux Services sociaux, concernant l'affaire Shafia;
- le deuxième, sur une question adressée par M. Pelletier (Rimouski) à M. Bachand, ministre du Revenu, concernant un communiqué de presse bloqué par l'Agence du revenu dans l'affaire Accurso – Revenu Québec.

---

M. Bachand, ministre du Revenu, propose l'ajournement des travaux au mardi 28 février 2012, à 13 h 45.

La motion est adoptée.

---

À 13 h 26, Mme Houda-Pepin, première vice-présidente, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mardi 28 février 2012, à 13 h 45.

*Le Président*

**JACQUES CHAGNON**